



Commune de Roubia

CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE ROUBIA

Séance du 30 septembre 2025

Présents : ESCAMEZ Nathalie, ESQUIROL Florie, LOPEZ Geneviève, MORIN Justine, PALAU Olivier, PORTANTE Robert,

Absent(s) excusé(s) : PRIERE Frédérique, TEIXEIRA Fabienne, VENTUROSO Claude, BRIECHLE Mathias, , IDJELLIDINE Karim

Absent représenté : BRIECHLE Mathias a donné procuration à PORTANTE Robert, IDJELLIDINE Karim a donné procuration à Mme LOPEZ Geneviève

Secrétaire de séance : MORIN Justine

Lecture est donnée du compte rendu du Conseil Municipal du 2 juillet 2025 par **Mme le Maire**.

Ordre du jour

1. **Annulation de la délibération 2025-35 du 2 juillet 2025 relative au maintien du régime indemnitaire en cas de maladie des employés communaux**
2. **Approbation d'une convention d'engagement partenarial avec le Conseiller aux décideurs locaux**
3. **Adoption du rapport sur la qualité du service public d'eau potable 2024**
4. **Adoption du rapport sur la qualité du service public d'assainissement 2024**
5. **Règlement du service de l'eau**
6. **Examen de la proposition de Cellnex France de rachat de l'antenne relais**
7. **Création d'un emploi en CDD pour surcroît d'activité**
8. **Demande de subvention exceptionnelle pour la Fête des vendanges**
9. **Accord d'une subvention pour les sinistrés des Corbières**

Questions diverses : Point d'étape sur le transfert de la compétence eau et assainissement à la CCRLCM

Ordre du jour :

1. **Annulation de la délibération 2025-35 du 2 juillet 2025 relative au maintien du régime indemnitaire en cas de maladie des employés communaux**

Mme le Maire expose avoir reçu un nouveau courrier de la Sous-Préfecture daté du 14 août 2025. Monsieur le Préfet indique que ni le régime indiciaire (délibération retirée), ni le régime indemnitaire ne peuvent être maintenus à 100% lors des 3 premiers mois d'arrêt maladie ordinaires des agents publics. Il précise que l'article 189 de la loi n°2025-127 du 14 février 2025 vient modifier l'article L.822-3 du Code général de la Fonction publique relatif à l'indemnisation du congé de maladie dit « ordinaire » (CMO) des fonctionnaires : ils percevront 90% de leur traitement durant les 3 premiers mois d'un CMO en lieu et place du plein traitement. Il ajoute que le régime indemnitaire ne peut lui non plus déroger à cette loi.

Mme le Maire propose aux élus municipaux d'en prendre acte, même si elle regrette cette atteinte à la libre administration des collectivités et à la volonté des élus de préserver l'attractivité de l'emploi public dans les petites communes.

VOTE à l'unanimité

2. Approbation d'une convention d'engagement partenarial avec le Conseiller aux décideurs locaux

Mme le Maire explique en préambule le rôle du Conseiller aux décideurs locaux pour mettre en évidence l'intérêt de cette contractualisation.

Le conseiller aux décideurs locaux est mis en place par la Direction générale des finances publiques afin de :

- délivrer un conseil individualisé à chaque commune sur tous les volets de la gestion financière de la collectivité (préparation budgétaire, recettes, dépenses, qualité comptable, informations sur le compte financier unique...)
- répondre aux besoins des élus locaux et leur apporter un éclairage pour faciliter leur prise de décisions
- expertiser la situation d'une commune sous l'angle financier, budgétaire (analyse financière, gestion de dettes et trésorerie, tableau de bord financier, aide au financement ou co-financement des projets d'investissement), fiscal économique ou domaniale (simulations fiscales, optimisation des bases, information sur les dispositifs de péréquation,)
- accompagner les élus locaux dans la mise en œuvre de process innovants ou sensibles (service facturier, contrôle interne, conventions partenariales...)
- informer les élus locaux (réformes fiscales...)
- être un relais pour toutes les problématiques relevant de la DGFIP

Mme le Maire poursuit en présentant la convention d'engagement partenarial, celle-ci a comme objectif d'améliorer la qualité des comptes dans le cadre d'une démarche visant à accroître l'efficacité des circuits comptables et financiers et le service rendu aux usagers en renforçant la coopération.

Elle prévoit 3 axes majeurs de progrès en matière de gestion publique locale d' :

-Axe 1 : améliorer le service aux usagers : maîtriser les délais de paiement et améliorer les conditions de recouvrement en modernisant et optimisant les chaînes de recettes et dépenses :

- action 1 : optimisation de la chaîne du paiement des dépenses,
- action 2 : optimisation de la chaîne du recouvrement des recettes au travers d'une politique conjointe de recouvrement
- action 3 : prévention du risque cyber et lutte contre les faux ordres de virement (FOVI)

Pour rappel a déjà été mis en œuvre l'action 4 concernant la rationalisation des régies et notamment la clôture de notre régie qui avait un faible fonctionnement (décision du Conseil Municipal du 2/7/2025)

-Axe 2 : offrir une meilleure visibilité aux décideurs en renforçant la fiabilité des comptes

- action 5 : pilotage conjoint de la qualité des comptes

-Axe 3 : développer l'expertise fiscale, financière et domaniale au service des responsables

- action 6 : information et conseil en matière de fiscalité directe locale
- action 7 : réalisations d'analyses financières

Mme le Maire invite les conseillers municipaux à voter cette convention.

VOTE à l'unanimité

3. Adoption du rapport sur la qualité du service public d'eau potable 2024

Mme le Maire rappelle que le Code général des collectivités territoriales impose la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la finalité du service public de l'eau potable. Ainsi que de celui de l'assainissement que nous examinerons ci-après.

Le rapport sur le prix et la qualité du service public (RPQS) est un document produit tous les ans permettant de rendre compte aux usagers du prix et de la qualité du service rendu pour l'année écoulée. C'est un élément clé dans la mise en œuvre locale de la transparence et de la gouvernance des services d'eau et d'assainissement.

Mme le Maire rappelle que la commune de Roubia s'est mise en conformité avec cette disposition pour la 1^{ère} fois en 2023.

Ce rapport met en évidence dans son résumé :

- le nombre d'abonnés : 352 (baisse de 10% par rapport à 2023, 391) ; 1.49 habitants/abonnés ; consommation moyenne par abonné 92.54m³/abonné en 2024 (73.88m³ en 2023)
- le nombre d'habitants desservis : 523
- le linéaire de réseau hors branchements : 6.87 km
- la conformité microbiologique de l'eau du robinet : 100%
- la conformité physico-chimique de l'eau du robinet : 100%
- le rendement du réseau de distribution : 79.7% (62.5 en 2023) ; perte de 3.3m³/j/km (6.9 en 2023)
- l'indice d'avancement de la protection de la ressource en eau : 80%
- le volume produit : 40875 m³ (prélèvement de la ressource en eau : 40287m³, 462019 en 2023). Volume vendu : 32575m³ en 2024, 28887 en 2023
- le mode de gestion : en régie
- le nombre d'ouvrages : 1 de prélèvement (forage des rochers)
- la fourchette de tarifs : 2.31€/m³ (recettes 63715.16€HT)
- recettes : 52103.30€ en 2024 (54455.75€ en 2023)
- encours de la dette : 29 350.98€
- taux de réclamation : 2

Mme le Maire demande aux conseillers municipaux d'adopter ce rapport.

VOTE à l'unanimité

4. Adoption du rapport sur la qualité du service public d'assainissement 2024

Mme le Maire présente ce rapport dans la suite du rapport précédent.

Ce rapport qui concerne la qualité du service public d'assainissement, met en évidence dans son résumé :

- le nombre d'abonnés : 388 (380 en 2023)
- le nombre d'habitants desservis : 388
- le linéaire réseau hors branchements : 5.3 km
- le volume facturé : 32575m³ (27023 en 2023)
- le mode de gestion : en régie
- le mode de gestion : 1 STEP
- la capacité en équivalents/habitants : 600
- la fourchette de tarifs : 1.88€/m³ recettes 47817€ (43236€ en 2023)

- les points noirs du réseau de collecte : 18.9/km de réseau
- emprunts : encours de la dette : 174 661€ (remboursement en capital : 8554.56€ en capital ; 2934.36€ en intérêts)
- taux de réclamation : 2 ^

Mme le Maire demande aux conseillers municipaux d'adopter ce rapport.

VOTE à l'unanimité

5. Règlement du service de l'eau

Mme Le Maire expose que la mise en place d'un règlement du service de l'eau est une obligation réglementaire.

En application de l'article L. 2224-12 du CGCT, « *les communes et les groupements de collectivités territoriales, après avis de la commission consultative des services publics locaux, établissent, pour chaque service d'eau ou d'assainissement dont ils sont responsables, un règlement de service définissant, en fonction des conditions locales, les prestations assurées par le service ainsi que les obligations respectives de l'exploitant, des abonnés, des usagers et des propriétaires* ».

Le règlement du service régit les relations entre les différents acteurs du service public de l'eau ou de l'assainissement, et ceci dans le respect des dispositions législatives applicables.

Le règlement de service définissant, en fonction des conditions locales, les prestations assurées par le service ainsi que les obligations respectives de l'exploitant, des abonnés, des usagers et des propriétaires.

L'exploitant remet à chaque abonné le règlement de service ou le lui adresse par courrier postal ou électronique. Le paiement de la première facture suivant la diffusion du règlement de service ou de sa mise à jour vaut accusé de réception par l'abonné. Le règlement est tenu à la disposition des usagers.

L'exploitant rend compte au maire ou au président du groupement de collectivités territoriales des modalités et de l'effectivité de la diffusion du règlement de service.

En cas d'utilisation d'une autre ressource en eau par l'abonné, le règlement de service prévoit la possibilité pour les agents du service d'eau potable d'accéder aux propriétés privées pour procéder au contrôle des installations intérieures de distribution d'eau potable et des ouvrages de prélèvement, puits et forages. Les frais de contrôle sont mis à la charge de l'abonné. En cas de risque de contamination de l'eau provenant du réseau public de distribution par des eaux provenant d'une autre source, le service enjoint à l'abonné de mettre en œuvre les mesures de protection nécessaires. En l'absence de mise en œuvre de ces mesures, le service peut procéder à la fermeture du branchement d'eau. Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'accès aux propriétés privées et de contrôle des installations prévues par le présent article.

Les usagers des services d'eau potable peuvent présenter à tout moment une demande de résiliation de leur contrat d'abonnement. Ce contrat prend fin dans les conditions fixées par le règlement de chaque service, dans un délai qui ne peut excéder quinze jours à compter de la date de présentation de la demande.

La commune de Roubia n'en ayant pas établi, le règlement annexé au présent compte rendu permettra de se mettre en conformité.

Le règlement précise :

- le service de l'eau : la qualité, les engagements du distributeur, les règles d'usage de l'eau, les interruptions de service ;
- le contrat
- la facturation
- le branchement
- le compteur
- les installations privées
- les modifications du règlement du service

Mme le Maire propose aux conseillers municipaux d'adopter ce règlement.
VOTE à l'unanimité

6. Examen de la proposition de Cellnex France de rachat de l'antenne relais

Mme le Maire présente un historique rapide du dossier relatif à l'antenne relais, installée par l'opérateur FREE dans un premier temps.

-Une convention du 7/3/2018 jusqu'au 6/3/2030, avec FREE Mobile prévoit une redevance annuelle de 5000€ par an, payable 2 fois par an.

-Le 12/10/2020, nous sommes informés du transfert de gestion de l'antenne relais à On Tower France (Cellnex) effectif au 01/01/2021 aux mêmes conditions.

-Le 15/04/2024, Valocime nous fait une offre de revalorisation de loyer (5973€) avec le projet de racheter l'antenne à l'échéance du bail. La convention est signée le 31/7/2024.

Valocime résilie la convention le 29/07/2025 nous indiquant un contexte d'incertitude croissante, notamment lié à la difficulté d'obtention de l'engagement préalable de l'opérateur devenant nécessaire à l'exploitation même future de notre bien.

-le 01/09/2025, nous sommes contactés par Cellnex Telecom qui nous fait la proposition suivante :

« Nous sommes actuellement locataires d'un site abritant notre infrastructure antenne-relais sur la parcelle située au lieudit Les Carreaux - Cadastre A459.

Comme je vous l'avais expliqué lors de notre échange, les trois grands opérateurs, Free Mobile, Bouygues Telecom et SFR, ont cédé une grande partie de leurs infrastructures à Cellnex. Nous gérons ainsi plus de 29 000 sites sur le territoire national et menons actuellement une réflexion globale sur la rationalisation de notre parc d'antennes.

Dans ce cadre, nous privilégions l'acquisition des terrains que nous louons. En effet, Cellnex, en tant que gestionnaire de sites, n'a pas pour politique la location des terrains.

Notre service technique est actuellement déployé sur le terrain et en cours d'analyse des sites restant en location afin d'étudier les possibilités de mutualisation des infrastructures.

C'est à ce titre que nous venons vers vous avec cette proposition d'acquisition, qui, selon nous, représente une réelle opportunité financière, car elle vous permet de transformer un revenu locatif en un actif tangible et sécurisé en vous garantissant un montant fermement acquis et vous prémunissant contre toute éventuelle perte de loyers à l'avenir. D'autant plus que le loyer actuel est directement lié à notre présence et n'est donc malheureusement pas garanti dans le temps.

Toutefois, et je tiens particulièrement à insister sur ce point, cela ne signifie pas que si vous ne cédez pas le terrain aujourd'hui, le pylône sera démantelé demain. Tout dépendra des analyses techniques qui seront menées dans les prochains mois.

Je souhaite également vous rappeler des deux options pour concrétiser cette transaction :

-Le rachat en pleine propriété

-Le rachat par cession temporaire d'usufruit. Cette cession temporaire, d'une durée de 30 ans, vous permettrait de maintenir la nue-propriété des emplacements concernés.

*Après examen de votre dossier par notre service financier, nous sommes en mesure de vous proposer un montant s'élevant à **49 500 €** pour l'acquisition de la superficie louée (30m²).*

*Veillez noter que **nous prenons en charge l'intégralité des frais liés à cette transaction.***

Je souhaite également vous préciser que le montant proposé demeurera identique, et ce, indépendamment de l'option retenue, qu'il s'agisse d'une vente en pleine propriété ou d'une cession temporaire d'usufruit, sans qu'aucune réduction ne puisse être appliquée en raison du choix opéré ».

Mme le Maire fait part aux conseillers municipaux qu'elle a relayé leurs questions auprès de Cellnex :

- concernant l'option rachat par cession temporaire d'usufruit :
 - le paiement intervient il quand même en totalité ?
 - quelles sont les obligations des uns et des autres : celles de la mairie, celles de Cellnex ?
- En cas de rachat en pleine propriété, aurons-nous la garantie du maintien du site en l'état, sans nouvelles constructions ou antennes pour préserver le site de mémoire que constitue le cimetière ?

Elle a reçu les réponses suivantes :

- **Paie ment** : même en cas de cession temporaire d'usufruit, le paiement sera versé en totalité.
- **Responsabilités** : l'entretien comme les gros travaux relèvent exclusivement de notre responsabilité.
- **Développement futur** : Il est vrai que l'une de nos activités est de développer nos sites, et cela reste envisageable que nous soyons en location ou en acquisition. En tant que gestionnaires de sites, nous avons l'obligation de développer nos infrastructures si les opérateurs en font la demande. En revanche, concernant ce site précis, aucun projet de développement n'est prévu à ce jour, d'autant plus que la superficie actuellement occupée au sol ne permet pas l'installation d'équipements techniques supplémentaires. Si toutefois cela devenait nécessaire à l'avenir, nous devons dans tous les cas respecter le Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Au vu du contexte incertain du domaine des télécommunications et du non garanti à long terme du paiement des loyers de façon qui pourrait être unilatérale, Mme le Maire demande aux conseillers municipaux de se prononcer sur le principe de la vente du terrain soit en pleine propriété, soit en nu propriété et de l'autoriser à effectuer toutes les démarches nécessaires en ce sens.

Les élus municipaux optent pour le rachat en pleine propriété
VOTE à l'unanimité

7. Création d'un emploi en CDD pour surcroît d'activité

Mme le Maire expose qu'aux termes du Code général des collectivités territoriales et notamment des articles L.313-1, L.542-1 et suivants, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Ainsi, il appartient à l'assemblée délibérante de déterminer l'effectif des emplois à temps complet et temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.

Elle précise qu'au vu de l'absence d'agents techniques titulaires, il est nécessaire de créer un emploi non permanent d'agent technique polyvalent compte tenu de l'accroissement temporaire d'activité constaté dans le service technique. De ce fait, un contrat d'agent public, pour une durée de 1 an, sera créé, à compter du 1/10/2025, pour une durée de 35h hebdomadaires.

Sa rémunération tiendra compte de la qualification, les diplômes et de l'expérience professionnelle de l'intéressé. Il bénéficiera du régime indemnitaire en vigueur dans la collectivité.

Mme le Maire demande aux conseillers municipaux de bien vouloir autoriser la création de cet emploi et de lui permettre de procéder aux formalités liées à ce recrutement.

VOTE à l'unanimité

8. Demande de subvention exceptionnelle pour la Fête des vendanges

Mme le Maire informe le Conseil municipal de la demande transmise par la MJC de Roubia, en partenariat avec le Comité des fêtes et des producteurs de vin locaux, de subvention exceptionnelle pour réaliser un Bal des vendanges, auquel sera invitée toute la population roubianaise, ainsi que celle des alentours (200 participants attendus).

Cette fête aura pour but de promouvoir les vigneronns du village et de remettre en vigueur une tradition ancienne avec retraite aux flambeaux et exposition photo sur le thème des vendanges.

Le coût prévisionnel de cette manifestation se détaille comme suit :

- repas traiteur Lou Mercat : 2000€
- dessert boulangerie Marie Blachère : 206.50€
- apéritif tapas : 500€
- animation musicale : 250€

La subvention demandée à la commune se monte à 800€.

Mme le Maire demande aux conseillers municipaux de se prononcer sur cette demande.

VOTE à l'unanimité

9. Accord d'une subvention pour les sinistrés des Corbières

Mme le Maire rappelle que les Corbières ont subi durant la semaine du 5 août un incendie sans précédent au niveau de la surface détruite. Des milliers d'hectares parcourus, des communes gravement touchées, des familles sinistrées, des exploitations détruites, des entreprises à l'arrêt.

Si un formidable élan de solidarité est intervenu durant la période d'urgence, il est désormais l'heure de reconstruire.

La commune de Roubia pourrait ainsi contribuer à cette reconstruction par l'octroi d'une subvention, à la mesure de ses moyens, pour un montant de 1000€, qui serait adressé à l'association Aude Solidarité qui centralise les dons.

Mme le Maire sollicite les conseillers municipaux pour approuver l'attribution de cette subvention.

VOTE à l'unanimité

Questions diverses

-Point d'étape sur le transfert de la compétence eau et assainissement à la CCRLCM : réunion le 29/09

-la CCRLCM disposera de la compétence eau et assainissement par l'arrêté préfectoral 2025-258 au 1/1/2026

-a été adressé à la CCRLCM un décompte du temps de travail des agents pour la compétence eau et assainissement. Une mise à disposition sera à prévoir.

-le service de gestion comptable de Narbonne nous a informés des modalités pratiques de ce transfert : les factures émises et non payées en 2025 restent dans les comptes communaux et ne sont pas transférés à la CCRLCM. C'est pour cela que nous avons fait une **relance** générale pour les

factures impayées. De plus, une estimation de consommation sera faite d'ici la fin de l'année pour le solde de la consommation de mai à décembre 2025 qui nous revient.

-Le forage des rochers : la réalisation d'essais de pompage par Réseau 11 pour mieux caractériser la ressource en eau du 6/10 au 20/10. Selon les résultats le projet de raccordement de plusieurs communes en plus de Roubia et Argens, avec la création d'un 4^e forage pour Canet, Castelnaud, Escales, Homps, Lézignan, Montbrun, Paraza, Roquecourbe, Tourouzelle).

-l'ASL (association syndicale libre d'irrigation) : une réunion de travail aura lieu à la CCRLM le 15/10 concernant la substitution des prélèvements agricoles de l'ASL Paraza/Roubia/Argens et leur compensation (lac des Aiguilles via un remplissage hivernal et grâce à un stock VNF en été ou barrage de la Prade)

-Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Aude et côtiers audois : dossier préliminaire pour avis. Ce dossier contient une proposition de périmètre du futur SAGE et les perspectives quant à la future gouvernance sur le territoire. La commune de Roubia est concernée par le périmètre. Le dossier est soumis à consultation durant 4 mois.

-Réclamation d'un administré suite aux travaux de la rue Croix de la Manse

L'ordre du jour étant épuisé, la séance du Conseil Municipal est clôturée à 20h

Geneviève LOPEZ



Maire

Justine MORIN

Secrétaire

REGLEMENT DU SERVICE DE L'EAU

Département de l'Aude



Commune de ROUBIA

Commune de ROUBIA

Le règlement du service désigne le document établi par la collectivité et adopté par délibération du 30/09//2025 ; il définit les obligations mutuelles du distributeur d'eau et de l'abonné du service.

Dans le présent document :

- **Vous** désigne l'abonné c'est-à-dire toute personne, physique ou morale, titulaire du contrat d'abonnement au Service de l'Eau. Ce peut être le propriétaire ou le locataire ou l'occupant de bonne foi ou la copropriété représentée par son syndic ;
- **La collectivité** désigne la commune dont le siège est sis 16 avenue de l'Hôtel de Ville 11200 ROUBIA et qui est en charge du service d'eau potable ;

1- Le Service de l'Eau

Le service de l'eau désigne l'ensemble des activités et installations nécessaires à l'approvisionnement en eau potable (production, traitement, distribution et contrôle de l'eau).

1.1 La qualité de l'eau fournie

Le distributeur est tenu de fournir une eau présentant constamment les qualités imposées par la réglementation en vigueur, sauf circonstances exceptionnelles dûment justifiées. L'eau distribuée fait l'objet d'un contrôle régulier dont les résultats officiels sont affichés en mairie et vous sont communiqués au moins une fois par an. Vous pouvez contacter à tout moment le distributeur pour connaître les caractéristiques de l'eau.

1.2 Les engagements du distributeur

En livrant l'eau chez vous, le distributeur vous garantit la continuité du service sauf circonstances exceptionnelles : accidents et interventions obligatoires sur le réseau, incendie, mesures de restriction imposées par la collectivité ou le préfet. Les prestations qui vous sont garanties sont les suivantes :

- un contrôle régulier de l'eau effectué par les services du Ministère chargé de la Santé, conformément à la réglementation en vigueur,
- une information régulière sur la qualité de l'eau, de même des informations ponctuelles en cas de dégradation de la qualité, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur,
- un accueil téléphonique aux heures ouvrables de la Mairie pour effectuer toutes vos démarches et répondre à toutes vos questions,
- une réponse écrite à vos courriers ou courriels dans les 5 jours suivant leur réception, qu'il s'agisse de questions sur la qualité de l'eau ou sur votre facture,
- une permanence à votre disposition pour tout rendez-vous, en Mairie aux heures d'ouverture,

- une mise en service de votre alimentation en eau au plus tard le 4^{ème} jours ouvré qui suit votre appel, lorsque vous emménagez dans un nouveau logement doté d'un branchement existant conforme,
- une fermeture de branchement au plus tard le 4^{ème} jours ouvré suivant votre demande, en cas de départ,
- une assistance technique pour répondre aux urgences techniques concernant votre alimentation en eau ?
- l'envoi du devis sous 5 jours après réception de votre demande de création de branchement et une proposition de rendez-vous d'étude sur les lieux pour définir le tracé et les conditions techniques de raccordement,
- la réalisation des travaux au plus tard dans les 15 jours après acceptation du devis et obtention des autorisations administratives.

1.3 Les règles d'usage de l'eau et des installations

En bénéficiant du Service de l'Eau, vous vous engagez à respecter les règles d'usage de l'eau.

Ces règles vous interdisent :

- d'utiliser l'eau autrement que pour votre usage personnel. Vous ne devez pas en céder à titre onéreux ou en mettre à la disposition d'un tiers, sauf en cas d'incendie ;
- d'utiliser l'eau pour d'autres usages que ceux déclarés lors de la souscription de votre contrat ;
- de prélever l'eau directement sur le réseau par un autre moyen que le branchement ou à partir des appareils publics.

De même, vous vous engagez à respecter les conditions d'utilisation des installations mises à votre disposition. Ainsi, vous ne pouvez pas :

- modifier à votre initiative l'emplacement de votre compteur, en gêner le fonctionnement ou l'accès, en briser le dispositif de protection ;
- porter atteinte à la qualité sanitaire de l'eau du réseau public, en particulier par les phénomènes de retour d'eau, l'introduction de substances nocives ou non désirables, l'aspiration directe sur le réseau public ;
- manœuvrer les appareils du réseau public ;
- relier entre elles des installations hydrauliques qui sont alimentées par des branchements distincts, et en particulier relier un puits ou forage privé aux installations raccordées au réseau public ;
- utiliser les canalisations d'eau du réseau public (ou d'un réseau intérieur relié au réseau public) pour la mise à la terre d'appareils électriques.

Le non-respect de ces conditions entraîne la fermeture de l'alimentation en eau après mise en demeure restée sans effet. La collectivité se réserve le droit d'engager toutes poursuites.

Dans le cas de dommages aux installations ou de risques sanitaires, l'alimentation en eau est immédiatement interrompue afin de protéger les intérêts des autres abonnés.

Si, après la fermeture de l'alimentation en eau, vous n'avez pas suivi les prescriptions de la collectivité ou présenté des garanties suffisantes dans le délai fixé, votre contrat est résilié et votre compteur enlevé.

Vous devez prévenir la collectivité en cas de prévision de consommation anormalement élevée (remplissage de piscine, ...).

De même, la collectivité aura la charge de vous prévenir immédiatement si elle constate, lors des relèves ou d'un contrôle, une consommation anormale ou une anomalie sur votre branchement.

1.4 Les interruptions du service

La collectivité est responsable du bon fonctionnement du service. A ce titre, et dans l'intérêt général, elle peut être tenue de réparer ou modifier les installations d'alimentation en eau, entraînant ainsi une interruption de la fourniture d'eau. Dans toute la mesure du possible, elle vous informe le jour-même des interruptions du service quand elles sont prévisibles (travaux de réparations ou d'entretien). Pendant tout arrêt d'eau, vous devez garder vos robinets fermés, la remise en eau intervenant sans préavis.

La collectivité ne peut être tenue pour responsable d'une perturbation de la fourniture d'eau due à un accident ou un cas de force majeure. Le gel, la sécheresse, les inondations ou autres catastrophes naturelles, sont assimilés à la force majeure.

Quand l'interruption du service est supérieure à 24 heures, le distributeur doit mettre à disposition des abonnés concernés de l'eau potable conditionnée en quantité suffisante pour l'alimentation.

1.5 Les modifications prévisibles et restrictions du service

Dans l'intérêt général, la collectivité peut être amenée à modifier le réseau public ou son fonctionnement (pression par exemple). Dès lors que les conditions de distribution sont modifiées, la collectivité doit vous avertir des conséquences correspondantes.

En cas de force majeure, de pollution ou de manque la collectivité peut, à tout moment, en liaison avec les autorités sanitaires, imposer une restriction de la consommation d'eau ou une limitation des conditions de son utilisation pour l'alimentation humaine ou les besoins sanitaires.

1.6 En cas d'incendie

En cas d'incendie ou d'exercice de lutte contre l'incendie, les conduites du réseau de distribution peuvent être fermées sans que vous puissiez faire valoir un droit à dédommagement. La manœuvre des robinets sous bouche à clé, des bouches et poteaux d'incendie est réservée au distributeur et au service de lutte contre l'incendie.

2- Votre contrat

Pour bénéficier du Service de l'Eau, c'est-à-dire être alimenté en eau potable, vous devez souscrire un contrat d'abonnement au Service de l'Eau.

2.1 La souscription du contrat

Pour souscrire un contrat, il vous appartient d'en faire la demande par courriel « compteurssys@orange.fr » ou par écrit auprès du distributeur. Vous recevrez alors le règlement du service, les conditions particulières de votre contrat et un dossier d'information sur le Service de l'Eau.

Le règlement de la première facture dite "facture-contrat" vaut acceptation des conditions particulières du contrat et du règlement du Service de l'Eau. Cette facture correspond :

- à l'abonnement pour la partie restant à courir du semestre en cours,
- aux frais d'ouverture de branchement, sauf dans le cas où votre contrat poursuit sans discontinuité le contrat souscrit par l'occupant précédent.

Votre contrat est souscrit pour une durée indéterminée et prend effet :

- soit à la date d'entrée dans les lieux (si l'alimentation en eau est déjà effective),
- soit à la date d'ouverture de l'alimentation en eau.

Les indications fournies dans le cadre de votre contrat font l'objet d'un traitement informatique. Vous bénéficiez ainsi du droit d'accès et de rectification prévu par la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978.

2.2 Si vous logez en habitat collectif

Si ce n'est pas déjà le cas, une individualisation des contrats de fourniture d'eau peut être mise en place à la demande du propriétaire ou de son représentant (immeuble collectif ou lotissement privé).

La procédure de l'individualisation des contrats de fournitures d'eau est décrite en annexe 2 du présent règlement.

Cette individualisation est soumise à la conformité des installations intérieures de l'habitat collectif aux prescriptions techniques détaillées dans l'annexe jointe au présent règlement.

Quand une individualisation des contrats de fourniture d'eau a été mise en place :

- tous les logements doivent souscrire un contrat d'abonnement individuel ;
- un contrat spécial dit "contrat collectif" doit être souscrit par le propriétaire de l'immeuble ou son représentant pour le compteur général collectif.

Quand aucune individualisation des contrats de fourniture d'eau n'a été mise en place dans un habitat collectif, le contrat prend en compte le nombre de logements desservis par le branchement et il est facturé autant de parties fixes (abonnements) que de logements.

2.3 La résiliation du contrat

Vous pouvez résilier votre contrat à tout moment par courriel « compteurssys@orange.fr », avec un préavis de 15 jours.

La collectivité peut, pour sa part, résilier votre contrat si :

- vous n'avez pas réglé votre facture d'eau,
- vous ne respectez pas les règles d'usage de l'eau et des installations.

La collectivité effectuera alors le relevé de votre compteur et fermera le branchement.

Attention : la résiliation de votre contrat ne pourra être effective qu'après ces deux opérations.

Une facture d'arrêt de compte vous sera alors adressée, qui comprendra :

- les frais de fermeture du branchement définis au point 4.5 du présent contrat,
- les sommes restant dues (déduction faite des sommes versées à l'avance), composées de l'abonnement de l'année en cours et d'une part variable basée sur votre consommation réelle telle que relevée au compteur.

En cas de déménagement :

- l'abonnement continuera de vous être facturé tant que la résiliation de votre contrat ne sera pas effective,

- si vous connaissez votre successeur, il est possible de ne pas procéder à la fermeture du branchement et de maintenir l'alimentation en eau à condition qu'il ait souscrit un abonnement auprès de la collectivité et qu'un relevé de compteur ait été effectué (dans ce cas, les frais de fermeture de branchement ne vous seront pas facturés),
- en quittant le logement, vous devez fermer le robinet d'arrêt après compteur et/ou les robinets de vos installations privées. La collectivité ne pourra pas être tenue pour responsable des dégâts occasionnés par des robinets intérieurs laissés ouverts.

3- Votre facture

Vous recevez, 1 facture par an. Elle est établie à partir de votre consommation réelle mesurée par le relevé de votre compteur.

3.1 La présentation de la facture

Votre facture comporte, pour l'eau potable, deux rubriques :

- la distribution de l'eau ...

... qui couvre les frais de fonctionnement du service de l'eau et les investissements nécessaires à la construction des installations de production et distribution d'eau. Cette rubrique se décompose en une partie fixe (abonnement) et une partie variable en fonction de la consommation.

- les redevances aux organismes publics ...

... qui reviennent à l'Agence de l'Eau (redevances pour la préservation de la ressource en eau et la lutte contre la pollution des eaux), et éventuellement au service des Voies Navigables de France (VNF).

Votre facture peut aussi, le cas échéant, inclure d'autres rubriques pour le service de l'assainissement (collecte et traitement des eaux usées, assainissement non collectif).

La présentation de votre facture sera adaptée en cas de modification des textes en vigueur.

3.2 L'évolution des tarifs

Les tarifs appliqués sont fixés :

- par décision de la collectivité, pour la part qui lui est destinée,
- par décision des organismes publics concernés ou par voie législative ou réglementaire, pour les taxes et redevances.

Si de nouveaux frais, droits, taxes, redevances ou impôts étaient imputés au Service de l'Eau, ils seraient répercutés de plein droit sur votre facture.

Tout changement significatif total ou partiel du tarif, correspondant à une modification des conditions dans lesquelles le service est rendu, doit être mentionné au plus tard à l'occasion de la première facture où le nouveau tarif s'applique en précisant le tarif concerné et la date exacte d'entrée en vigueur.

Toute information est disponible auprès de la collectivité.

3.3 Le relevé de votre consommation d'eau

Le relevé de votre consommation d'eau est effectué une fois par an au cours du mois de Mai. Vous devez, pour cela, faciliter l'accès des agents du distributeur chargés du relevé de votre compteur.

Si, au moment du relevé, l'agent du distributeur ne peut accéder à votre compteur, il laisse sur place :

- soit un avis de second passage,
- soit une "carte relevé" à compléter et renvoyer dans un délai maximal de 5 jours (vous pouvez aussi communiquer votre index de consommation par téléphone au numéro indiqué sur la "carte relevé").

Si, lors du second passage, le relevé ne peut encore avoir lieu ou si vous n'avez pas renvoyé la "carte relevé" dans le délai indiqué, votre consommation est provisoirement estimée sur la base de celle de la période antérieure équivalente. Votre compte sera alors régularisé à l'occasion du relevé suivant.

Si le relevé de votre compteur ne peut être effectué durant deux périodes consécutives, vous êtes invité par lettre à permettre le relevé dans un délai d'un mois. Si passé ce délai, le compteur n'a toujours pas pu être relevé, l'alimentation en eau peut être interrompue à vos frais.

En cas d'arrêt du compteur, la consommation de la période en cours est supposée être égale à celle de la période antérieure équivalente, sauf preuve du contraire apportée par vos soins ou par le distributeur.

Fuites sur les installations privées :

En cas de fuite sur les installations privées de l'abonné, il sera appliqué la règle suivante sur présentation d'une justification de réparation (facture) :

L'amplitude de la fuite est calculée par rapport à la consommation moyenne de l'abonné sur les trois dernières années ou, à défaut, des semestres connus de la consommation, suivant la formule :

$$\text{Excédent} = \text{consommation constatée} - \text{consommation des années } n-1+n-2+n-3$$

les 100 premiers m³ de l'excédent seront facturés sans dégrèvement, les m³ de l'excédent au-delà des 100 premiers m³ seront facturés sur la base du tarif en vigueur minoré de 50%.

3.4 Le cas de l'habitat collectif

Quand une individualisation des contrats de fourniture d'eau a été mise en place :

- un relevé de tous les compteurs est effectué à la date d'effet de l'individualisation,
- la consommation facturée au titre du contrat collectif correspond à la différence entre le volume relevé au compteur général collectif et la somme des volumes relevés aux compteurs individuels, si elle est positive,
- chaque contrat individuel fera l'objet d'une facturation séparée.

Si en raison d'une sensibilité moindre du compteur général l'écart mentionné ci-dessus était négatif il ne sera pas établi de facture négative.

3.5 Les modalités et délais de paiement

Le paiement doit être effectué avant la date limite inscrite sur la facture.

Votre abonnement (partie fixe) est facturé à terme annuellement.

En cas de période incomplète (début ou fin d'abonnement en cours de période de consommation), il vous est facturé ou remboursé prorata temporis, calculé mensuellement

Votre consommation (partie variable) est facturée à terme échu, les volumes consommés étant constatés annuellement au cours du mois de Mai.

La facturation se fera en une fois au mois de Juin.

En cas de difficultés financières, vous êtes invité à en faire part au trésor public sans délai. Différentes solutions pourront vous être proposées après étude de votre situation et dans le respect des textes en vigueur relatifs à la lutte contre l'exclusion, ainsi par exemple :

- des règlements échelonnés dans le temps (dans des limites acceptables par la collectivité),
- un recours aux dispositifs d'aide aux plus démunis ("Convention Solidarité Eau", etc.).

3.6 En cas de non paiement

Si, à la date limite indiquée sur la facture vous n'avez pas réglé tout ou partie de votre facture, le trésor public vous enverra une lettre de relance simple.

Après l'envoi d'une deuxième lettre de rappel, en recommandé avec accusé de réception valant mise en demeure, la facture est majorée pour frais de recouvrement.

L'alimentation en eau pourra être interrompue jusqu'au paiement des factures dues. L'abonnement continue à être facturé durant cette interruption et les frais d'arrêt et de mise en service de l'alimentation en eau sont à votre charge.

En cas de non-paiement, la collectivité poursuit le règlement des factures par toutes voies de droit.

3.7 Le contentieux de la facturation

Le contentieux de la facturation est du ressort de la juridiction civile.

4- Le branchement

On appelle « branchement » le dispositif qui va de la prise sur la conduite de distribution publique jusqu'au système de comptage, voire jusqu'à la limite de la voie publique si le système de comptage est situé sous la dite voie.

Le branchement ainsi défini fait partie du réseau public.

4.1 La description

Le branchement comprend :

- la prise d'eau sur la conduite de distribution publique, et le robinet de prise d'eau sous bouche à clé,
- la canalisation située tant en domaine public qu'en domaine privé,
- le dispositif d'arrêt (c'est-à-dire un robinet, situé avant compteur),
- le système de comptage, qui peut comprendre un réducteur de pression (nécessaire en raison des conditions de service), le compteur proprement dit muni d'un dispositif de protection contre le démontage, un robinet de purge et un clapet anti-retour,
- lorsque le système de comptage est situé sous la voie publique, la canalisation située entre le dit système de comptage et la limite de la dite voie publique.

Votre réseau privé commence au-delà du joint situé après le système de comptage (le robinet après compteur fait alors partie de vos installations privées) ou au-delà de la limite de la voie publique si le système de comptage est installé sous la dite voie.

Le regard abritant le compteur appartient au propriétaire du fonds sur lequel il est implanté.

Pour l'habitat collectif, le compteur du branchement est le compteur général collectif. Qu'il y ait eu signature d'une convention d'individualisation des contrats de fourniture d'eau ou non, le branchement de l'immeuble s'arrête à l'aval du joint du comptage général de l'immeuble ou à l'aval de la limite de la voie publique si le système de comptage est installé sous la dite voie.

4.2 L'installation et la mise en service

Les branchements sont réalisés par le distributeur ou par tout autre intervenant désigné par elle et sous sa responsabilité.

Le branchement est établi après acceptation de la demande par la collectivité et après accord sur l'implantation et la mise en place de l'abri du compteur qui doit se trouver en domaine privé le plus près possibles du point de livraison tel que défini au début du paragraphe.

La collectivité peut différer l'acceptation d'une demande de branchement ou limiter le débit de celui-ci, si l'importance de la consommation nécessite des travaux de renforcement ou d'extension du réseau existant.

La mise en service du branchement est effectuée par la collectivité, seule habilitée à manœuvrer les robinets de prise d'eau sur la conduite de distribution publique, et après contrôle de la conformité des travaux en parties publique et privée.

Dans le cas de branchements desservant des installations utilisant l'eau à des fins non domestiques et comportant des risques de contamination pour le réseau, la mise en service du branchement peut être subordonnée à la mise en place à l'aval immédiat du compteur d'un dispositif anti-retour antipollution agréé par l'autorité sanitaire. Ce dispositif sera installé aux frais de l'abonné qui devra en assurer la surveillance et le bon fonctionnement.

4.3 Le paiement

Tous les frais nécessaires à l'établissement du branchement en parties publique et privée (travaux, fournitures, occupation et réfection des chaussées et trottoirs) sont à la charge du propriétaire ou de la copropriété.

Avant l'exécution des travaux, le distributeur établit un devis. Un acompte de 50% du montant des travaux doit être réglé à la signature du devis.

Le solde est exigible dès l'achèvement des travaux. La facture est établie en fonction des quantités réellement mises en œuvre.

La mise en eau aura lieu après paiement de l'ensemble de la facture.

4.4 L'entretien

la collectivité prend à sa charge les frais d'entretien, de réparations et les dommages pouvant résulter de l'existence du branchement.

L'entretien à la charge de la collectivité ne comprend pas :

- la démolition et la reconstruction de maçonnerie, dallages ou autres, ainsi que les plantations, arbres ou pelouses ;
- les frais de remise en état des installations réalisées postérieurement à l'établissement du branchement ;
- les frais de modifications du branchement effectuées à votre demande.

Les frais résultants d'une faute de votre part sont à votre charge.

La collectivité prend à sa charge les frais d'entretien et de réparations de la partie du branchement située sous voie et domaine publics. L'entretien de la partie du branchement située sous le domaine privé est à la charge du propriétaire du terrain desservi.

Vous êtes chargé de la garde et de la surveillance de la partie du branchement située en domaine privé.

4.5 La fermeture et l'ouverture

Les frais de fermeture et d'ouverture de l'alimentation en eau, à votre demande ou en cas de non-respect du règlement de service de votre part, sont à votre charge. Ils sont fixés forfaitairement pour chaque déplacement à 45 € HT (montant en vigueur au 1 Janvier 2025 révisable par délibération du conseil municipal / dans les conditions prévues au contrat entre le distributeur et la collectivité).

La fermeture de l'alimentation en eau ne suspend pas le paiement de l'abonnement tant que le contrat n'a pas été résilié.

4.6 Modification du branchement

La charge financière est supportée par le demandeur de la modification du branchement.

Dans le cas où le déplacement du compteur entraîne un transfert de propriété d'éléments du branchement appartenant à la collectivité à votre bénéfice, cette dernière s'engage à les remettre en conformité avant le transfert, sauf si vous les acceptez en l'état.

5- Le compteur

On appelle « compteur » l'appareil qui permet de mesurer votre consommation d'eau. Le modèle doit être conforme à la réglementation en vigueur.

5-1 Les caractéristiques

Les compteurs d'eau sont la propriété du distributeur. Même si vous n'en êtes pas propriétaire, c'est vous qui en avez la garde au titre de l'article 1384 du Code Civil. Le calibre du compteur est déterminé par le distributeur en fonction des besoins que vous déclarez. S'il s'avère que votre consommation ne correspond pas à ces besoins, le distributeur remplace le compteur par un compteur d'un calibre approprié. Les frais de changement de compteur sont à la charge du générateur de la modification. Le distributeur peut, à tout moment, remplacer à ses frais votre compteur par un compteur équivalent. Dans ce cas, il vous avertira de ce changement et vous communiquera les index de l'ancien et du nouveau compteur.

5-2 L'installation

Le compteur (pour l'habitat collectif et les lotissements, le compteur général collectif) est généralement placé en propriété privée, aussi près que possible du domaine public ; il est situé dans la mesure du possible à l'extérieur des bâtiments (ou sinon, à l'intérieur, dans un local parfaitement accessible pour toute intervention).

Le compteur est installé dans un abri spécial conforme aux règles de l'art (assurant notamment la protection contre le gel et les chocs). Cet abri est réalisé par les soins du propriétaire et à ses frais lorsque le compteur est situé en domaine privé. Nul ne peut déplacer cet abri ni en modifier l'installation ou les conditions d'accès au compteur sans autorisation du distributeur.

Dans le cas des bâtiments collectifs et des lotissements, tout compteur individuel doit être lui aussi accessible pour toute intervention.

5-3 La vérification

La collectivité peut procéder, à ses frais, à la vérification du compteur aussi souvent qu'il le juge utile.

Vous pouvez vous-même demander à tout moment la vérification de l'exactitude des indications de votre compteur. Le contrôle est effectué sur place, en votre présence, par le distributeur sous forme d'un jaugeage. En cas de contestation, et après avoir pris connaissance des frais susceptibles d'être portés à votre charge, vous pouvez demander la dépose du compteur en vue de sa vérification par un organisme agréé :

- si le compteur est reconnu conforme aux spécifications de précision en vigueur, les frais de vérification sont à votre charge. Vous pouvez bénéficier toutefois d'un échelonnement de paiement si votre consommation a été exceptionnellement élevée,
- si le compteur se révèle non conforme aux spécifications de précision en vigueur, les frais de vérification sont à la charge du distributeur. La consommation de la période contestée est alors rectifiée en prenant en compte le taux d'erreur résultant du contrôle.

En cas d'écart constaté entre la télérélevé et la relève physique, c'est cette dernière qui fera foi.

5-4 L'entretien et le renouvellement

L'entretien et le renouvellement du compteur sont assurés par la collectivité, à ses frais.

Lors de la pose d'un nouveau compteur, le distributeur vous informe des précautions particulières à prendre pour assurer sa protection. Vous êtes tenu pour responsable de la détérioration du compteur, s'il est prouvé que vous n'avez pas respecté ces consignes de sécurité.

Si votre compteur a subi une usure normale ou une détérioration dont vous n'êtes pas responsable, il est réparé ou remplacé aux frais du distributeur.

En revanche, il est remplacé à vos frais (en tenant compte de sa valeur amortie) dans les cas où :

- son dispositif de protection a été enlevé,
- il a été ouvert ou démonté,
- il a subi une détérioration anormale (incendie, introduction de corps étrangers, défaut de protection contre le gel et les retours d'eau chaude, chocs extérieurs, etc ...).

Toute modification ou dégradation du système de comptage, toute tentative pour gêner son fonctionnement vous expose à la fermeture immédiate de votre branchement.

6- Vos installations privées

On appelle « installations privées », les installations de distribution situées au-delà du système de comptage ou au-delà de la limite de la voie publique lorsque le compteur est installé sous la dite voie.

Dans le cas de l'habitat collectif, elles désignent l'ensemble des équipements et canalisations situés au-delà du compteur général collectif (hormis les compteurs individuels des logements) ou au-delà de la limite de la voie publique lorsque le compteur général est installé sous la dite voie.

6-1 Les caractéristiques

La conception et l'établissement des installations privées sont exécutés à vos frais et par l'entrepreneur de votre choix.

Ces installations ne doivent présenter aucun inconvénient pour le réseau public et doivent être conformes aux règles d'hygiène applicables aux installations de distribution d'eau destinée à la consommation humaine.

Lorsque vos installations privées sont susceptibles d'avoir des répercussions nuisibles sur la distribution publique ou de ne pas être conformes à la réglementation en vigueur, la Direction des Affaires Sanitaires et Sociales ou tout autre organisme mandaté par la collectivité peut, avec votre accord, procéder au contrôle des installations.

La collectivité se réserve le droit d'imposer la modification d'une installation privée risquant de provoquer des perturbations sur le réseau public.

Suivant la nature et l'importance des risques de retour d'eau vers le réseau public, la collectivité peut demander au propriétaire ou à la copropriété d'installer à ses frais un dispositif de disconnexion anti-retour d'eau, en plus du "clapet anti-retour" qui fait partie du branchement.

Si, malgré une mise en demeure de modifier vos installations, le risque persiste, la collectivité peut limiter le débit du branchement ou le fermer totalement, jusqu'à la mise en conformité de vos installations.

De même, la collectivité peut refuser l'installation d'un branchement ou la desserte d'un immeuble tant que les installations privées sont reconnues défectueuses.

6•2 Utilisation d'une autre ressource en eau

Si vous disposez dans votre immeuble de canalisations alimentées par de l'eau ne provenant pas de la distribution publique (puits, source, récupération des eaux pluviales, etc.), vous devez en avertir la collectivité. Toute communication entre ces canalisations et celles de la distribution publique est formellement interdite.

Vous devez permettre aux agents de la collectivité d'accéder à vos installations afin de :

- procéder à un examen des parties apparentes du dispositif de prélèvement de l'eau, du puits ou du forage et/ou du système de récupération des eaux de pluie, notamment des systèmes de protection et de comptage,
- constater les usages de l'eau effectués ou possibles à partir de cet ouvrage,
- vérifier l'absence de connexion du réseau de distribution de l'eau provenant d'une autre ressource avec le réseau public de distribution d'eau potable.

L'accès et la visite des lieux sont limités aux seules nécessités du contrôle.

Vous serez informé de la date du contrôle au plus tard 7 jours ouvrés avant celui-ci, et serez destinataire du rapport de visite. Ce contrôle, imposé par la réglementation, vous sera facturé.

S'il apparaît que la protection du réseau public de distribution d'eau potable contre tout risque de pollution n'est pas garantie, le rapport de visite exposera la nature des risques constatés et vous imposera des mesures à prendre dans un délai déterminé.

A l'expiration du délai fixé par le rapport, le service peut organiser une nouvelle visite de contrôle, qui vous sera facturée.

Si vous ne permettez pas la réalisation du contrôle ou si, après une mise en demeure restée sans effet, les mesures prescrites par le rapport de visite n'ont pas été exécutées, le distributeur / procédera à la fermeture du branchement d'eau potable et cette intervention vous sera facturée.

Si aucune non-conformité n'a été constatée, ou dès que les mesures prescrites par le rapport de visite ont été mises en oeuvre, aucun nouveau contrôle pour le même ouvrage et le même abonné ne pourra avoir lieu avant l'expiration d'une période de cinq années.

Il est rappelé que la réglementation impose une déclaration en Mairie de la création d'un puits ou forage à usage domestique. Une fois cette déclaration effectuée, la Commune vous informera des droits et obligations qui vous incombent.

NOTA BENE : Les tarifs de contrôle, de contre-visite et de fermeture de branchement sont fixés et révisés par délibération du conseil municipal / dans les conditions prévues au contrat entre le distributeur et la collectivité

6-3 L'entretien et le renouvellement

L'entretien, le renouvellement et la mise en conformité des installations privées n'incombent pas ni au distributeur, ni à la collectivité. Ils ne peuvent être tenus pour responsable des dommages causés par l'existence ou le fonctionnement des installations privées ou par leur défaut d'entretien, de renouvellement ou de mise en conformité.

7- Modification du règlement du service

Des modifications au présent règlement du service peuvent être décidées par la collectivité.

Elles sont portées à la connaissance des abonnés par affichage en mairie avant leur date de mise en application, puis à l'occasion de la prochaine facture.

Annexe 1

Prescriptions techniques pour l'individualisation des contrats de fourniture d'eau

La présente annexe définit les prescriptions techniques nécessaires à l'individualisation des contrats de fournitures d'eau dans le cas de l'habitat collectif (immeubles collectifs et lotissements privés).

Cette individualisation concerne uniquement la distribution d'eau potable, et en aucun cas les circuits d'eau chaudes.

Le dénommé « propriétaire » dans la suite de l'annexe désigne soit le propriétaire effectif de l'habitat collectif, en cas d'unicité de la propriété, ou le représentant de la copropriété.

1 - Les installations intérieures collectives

Responsabilités et délimitation

L'ensemble des installations intérieures collectives doit être conforme aux dispositions du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001, relatif aux eaux destinées à la consommation humaine.

Les installations intérieures de l'immeuble collectif ou du lotissement privé demeure sous l'entière responsabilité du propriétaire qui en assure la surveillance, l'entretien, le renouvellement et le maintien en conformité en tant que de besoin.

La collectivité n'est pas tenue d'intervenir sur ces installations.

Sauf spécification contraire inscrite au règlement de service, les installations intérieures collectives commencent immédiatement à l'aval du compteur général de pied d'immeuble ou du compteur général du lotissement / à l'aval du point de livraison de l'eau tel que défini au paragraphe 4 du règlement de service, conformément au règlement du service ou, le cas échéant, au contrat particulier de fourniture d'eau établi entre la collectivité et le propriétaire. Elles s'arrêtent aux compteurs particuliers desservant les différents logements et à ceux desservant, le cas échéant, les équipements collectifs de réchauffement ou de retraitement de l'eau. Lorsque de tels équipements existent, les installations intérieures collectives seront strictement séparées des canalisations distribuant, au sein des immeubles, les eaux réchauffées ou retraitées.

Les canalisations de desserte en eau intérieures à l'immeuble collectif ou au lotissement privé, devront être conforme à la réglementation en vigueur et ne pas être susceptibles de dégrader la qualité de l'eau. Elles ne devront, ni provoquer des pertes en charges susceptibles de conduire au non-respect des exigences mentionnées à l'article 41 du décret sus visé, ni provoquer des pertes d'eau mesurables.

En ce qui concerne les équipements particuliers (tels que surpresseurs, dispositifs de traitement, réservoirs, dispositifs de production d'eau chaude et de climatisation, etc.), le propriétaire devra s'assurer du respect des dispositions du décret sus visé et plus particulièrement de ses articles 39 à 43.

Dispositifs d'isolement

Dans le cas des immeubles collectifs d'habitations :

Chaque colonne montante du réseau intérieure doit être équipée, aux frais du propriétaire, à un emplacement permettant aisément la manœuvre, d'une vanne d'arrêt permettant de l'isoler totalement.

Afin de faciliter la maintenance des robinets d'arrêt avant compteur, des dispositifs permettant l'isolation hydraulique par groupes de compteurs sont installés. En cas de difficultés physiques d'application de cette prescription, la collectivité et le propriétaire définissent ensemble des dispositions optimales d'isolement.

Afin de permettre à la collectivité d'intervenir sur les compteurs, le propriétaire doit lui fournir un plan détaillé indiquant les emplacements des colonnes montantes, des vannes d'isolement de ces colonnes et des compteurs.

Cas des lotissements privés :

Chaque antenne du réseau doit être équipée, aux frais du propriétaire, à un emplacement permettant aisément la manœuvre, d'une vanne d'arrêt permettant de l'isoler totalement.

Afin de permettre à la collectivité d'intervenir sur les compteurs, le propriétaire devra lui fournir un plan détaillé indiquant les emplacements des vannes d'isolement de ces colonnes et des compteurs.

Dans chacun des 2 cas ci dessus, les vannes d'arrêt doivent être libres d'accès et d'utilisation pour la collectivité.

L'entretien des vannes d'arrêt est à la charge exclusive du propriétaire qui garantit en permanence leur bon état de fonctionnement.

2 – Comptage

Postes de comptage

Les points de livraison individuels, ainsi que les points de livraison aux parties communes seront tous équipés d'un compteur.

Lorsque les conditions techniques de l'immeuble rendront en pratique très difficile l'équipement de la totalité des points de livraison, la facturation des consommations des points de livraison non équipés, se fera par différence entre le compteur général et la somme des compteurs individuels.

Chaque poste de comptage doit être équipé, aux frais du propriétaire, d'un compteur agréé par la collectivité et satisfaisant à la réglementation en vigueur, suivi d'un clapet anti-retour.

Chaque poste de comptage devra en outre être identifié par une plaque ou un système équivalent gravé et fixé à la tuyauterie ou au mur, indépendant du compteur, indiquant les références du lot desservi.

Les compteurs seront relevés, entretenus et renouvelés dans les conditions fixées au règlement de service.

La convention d'individualisation des contrats de fourniture d'eau passée avec le propriétaire comprend impérativement la liste exhaustive des postes de comptage ainsi que leurs bénéficiaires (référence des lots).

La collectivité peut examiner la possibilité de conserver des compteurs existants, sous réserve de leur conformité avec la réglementation en vigueur et d'un contrôle métrologique satisfaisant, aux frais du propriétaire.

Compteur général de pied d'immeuble

Pour les immeubles ou lotissements existants, le compteur général de pied d'immeuble ou de lotissement sera conservé lorsqu'il est déjà en place après accord de la collectivité.

Dans le cas contraire il sera remplacé par la collectivité, aux frais du propriétaire. Il appartiendra à la collectivité et sera relevé, entretenu et renouvelé dans les conditions fixées au règlement de service.

Dans le cas d'immeubles ou de lotissements existants déjà dotés de compteurs individuels et non dotés d'un compteur général, comme dans le cas des immeubles ou des lotissements neufs, un compteur général de pied d'immeuble ou de lotissement sera installé par la collectivité, au frais du propriétaire. Il sera installé en domaine privé, le plus près possible du domaine public, et devra aisément être accessible. Il appartiendra à la collectivité et sera relevé, entretenu et renouvelé dans les conditions fixées au règlement de service.

3 - Protection du réseau public

Outre l'équipement des postes de comptage en clapets anti-retour, le propriétaire de l'immeuble ou du lotissement dans le cadre de l'individualisation, est tenu d'installer à l'aval immédiat du compteur général un ensemble de protection conforme aux prescriptions réglementaires et normatives en vigueur.

4 - Vérification du respect des prescriptions techniques

Pour la mise en œuvre des prescriptions techniques, la collectivité, à réception de la demande d'individualisation exprimée par le propriétaire, procède aux actions ci-après :

- elle remet au propriétaire les présentes prescriptions techniques,
- elle effectue une première visite pour apprécier la situation générale des installations intérieures de l'habitat collectif et indique au propriétaire les insuffisances constatées empêchant l'individualisation,
- elle peut également faire réaliser aux frais du propriétaire une campagne d'analyse portant sur les principaux paramètres déterminant la potabilité de l'eau à partir d'un prélèvement au compteur général et sur plusieurs points de livraison individuels. Si les analyses montrent une dégradation ou un risque évident de dégradation de la qualité de l'eau entre le compteur général et l'un des compteurs particuliers conduisant au non respect des exigences du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001, une étude complémentaire sera effectuée par le propriétaire, à ses frais, dans le but d'identifier et de remplacer ou réhabiliter les éléments du réseau intérieur concernés, préalablement à toute individualisation,
- à la suite de ces travaux, la collectivité fait procéder à une nouvelle analyse, aux frais du propriétaire, pour vérification de la mise en conformité des installations intérieures,
- après réalisation des travaux nécessaires par le propriétaire, elle procède à une nouvelle visite des installations pour vérifier la conformité au dossier déposé, avec vérification éventuelle du contrôle métrologique des compteurs existants et fait procéder à la mise en place des dispositifs de comptage, de sectionnement et de protection contre les retours d'eau,

- elle indique au propriétaire, sur la base des observations effectuées, l'ensemble des recommandations techniques à appliquer pour prévenir au mieux tout risque de dégradation de la qualité de l'eau. Le propriétaire s'engage par écrit à suivre ces recommandations.

Annexe 2 au règlement de service

Procédure pour l'individualisation des contrats de fourniture d'eau

